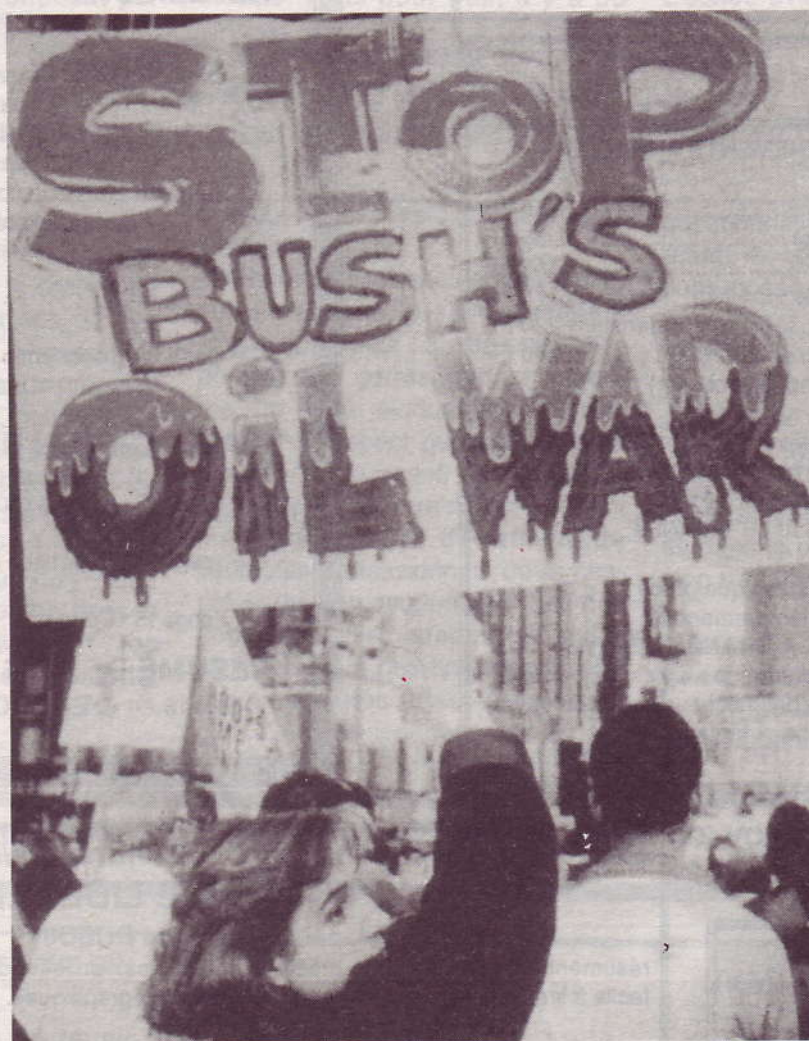


LA GRANDE RELÈVE

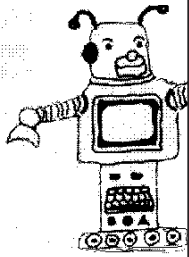
DES HOMMES
PAR LA SCIENCE

MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ECONOMIQUE FONDÉ EN 1934 PAR JACQUES DUBOIN



Manifestants anti-intervention dans les rues de New-York





Directrice de la publication :
Marie-Louise DUBOIN
Recherche et documentation :
René MARLIN
Diffusion et relations extérieures :
André PRIME

*Rédacteurs (tous bénévoles) :
les abonnés qui le souhaitent.
Les manuscrits sont choisis
par le comité de lecture
et ne sont pas renvoyés.*

Impression : TIPE, R. PERNEL
11, rue du Progrès, Montreuil.

Commission paritaire N°57434.
Diffusé par les N.M.P.P.

TARIF DES ABONNEMENTS ANNUELS

France.....110 FF
Abonnement d'essai (6mois)65 FF
Abonnement de soutien..... 155 FF
Abonnement de propagande :- 5 n° mensuels.175 FF
.....10 n° mensuels 220 FF
Etranger140 FF
(Par avion nous consulter)

Règlements :

par C.C.P. " La Grande Relève ", n° 13 402.39 M Paris
par mandat ou par chèque bancaire à l'ordre de :
LA GRANDE RELEVÉ
B.P. 108, 78110 LE VESINET

Ce journal ne survit que grâce à
la souscription permanente

"POUR QUE VIVE LA GRANDE RELEVÉ"

qui nous permet aussi d'assurer le service du journal à
ceux de nos lecteurs qui n'ont pas les moyens de payer
leur abonnement aux tarifs indiqués.

TELEPHONE

les mardi et jeudi, l'après-midi
(16) 1 30 71 58 04



MINITEL :

3614
code :
CHEZ*REIN

AU SOMMAIRE DE CE NUMERO :

* EDITORIAL

page 3 Un an après
par M-L DUBOIN

* ACTUALITES

page 4 lu,vu,entendu

Un an après :
page 5 L'URSS au bord du gouffre
par A. PRIME

page 7 Révolution gagnée?
Plutôt guerre perdue!
par K. RITTER

* REFLEXIONS

page 9 Alfred Sauvy et nous
par R. MARLIN

page 10 La responsabilité universelle
par P. HERDNER

page 7 Humains conditionnés
par A. CHANTRAINE

page 8 L'économie en perspective
par R. MARLIN

* L'ALLOCATION UNIVERSELLE

page 13 Ailleurs qu'en France

page 14 Réponses au questionnaire

page 15 Courrier

* RESUME DE NOS THESES

page 16 L'ECONOMIE DISTRIBUTIVE

Pour votre propagande, une brochure à faire lire : L'ECONOMIE LIBEREE

par Marie-Louise DUBOIN

résumant et actualisant les thèses distributistes. Un outil de travail simple, efficace,
facile à lire, court (60 pages), avec de nombreux graphiques. (22 F pièce, franco)

Pour votre réflexion personnelle, un roman :

LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000

du même auteur. Se lit comme un roman et fait comprendre les mécanismes de l'économie actuelle et ceux d'une économie alternative. L'économie distributive vécue dans ses détails. (Edition Syros, 300 pages, 85 F, franco).

Et deux rééditions de livres de Jacques DUBOIN :

KOU, L'AHURI et LES YEUX OUVERTS

publiés pour la première fois le premier dès 1934, le second en 1955, mais tous deux, remarquablement, toujours d'actualité ! (65 F franco, chacun des deux volumes).

Tous ces ouvrages peuvent être commandés au journal.

UN AN APRES

par Marie-Louise DUBOIN

En ce premier anniversaire des événements qui ont donné aux pays de l'Est l'espoir de pouvoir vivre enfin dans la démocratie, il est tentant d'essayer de faire un bilan. André Prime fait ci-dessous celui de l'URSS tandis que Karl Ritter nous envoie directement le témoignage de ce qu'il voit à Berlin-Est.

Apparemment la pénurie et les problèmes économiques effacent par leur gravité la joie de la liberté retrouvée.

Et dans notre vieille démocratie, les choses vont-elles mieux, grâce à la saine gestion libérale et capitaliste ? Tout va très bien, en effet : on vient de faire la quête pour la recherche médicale et le montant des dons a battu tous les records. Par contre, pas besoin de quêter pour préparer la guerre dans le Golfe, bien que de plus en plus de Français se demandent quel est le véritable enjeu du conflit. Ce n'est pas le cas des Américains qui, eux, le savent ; James Baker vient de le leur dire sans détour : ils doivent se battre dans le Golfe pour une seule raison : **"les emplois"**. Même si c'est absurde, au moins c'est clair !

Ça va bien aussi, merci, pour les

professionnels des stations de ski, puisque par chance, cette année, il neige ! Ils ont pu augmenter leurs tarifs et cela leur fait oublier que la plupart d'entre eux ont trop investi, beaucoup trop emprunté pour mettre la montagne à leur service.

Par contre, le froid qui s'annonce est une catastrophe pour le quart-monde. Mais pour eux, il y a eu Coluche, et ses restos du coeur font

qu'avant de réfléchir à une allocation universelle, il faut se battre pour obtenir de l'Etat le relèvement du RMI dont le montant ne permet pas de vivre décemment. Dont acte.

Que ce tour d'horizon est peu réjouissant en cette période de vœux. ! Je vois cependant une raison de ne pas perdre courage : L'échec évident de tous les autres

systèmes semble redonner de l'énergie aux distributeurs, comme en témoigne le nombre de ceux qui ont répondu à notre questionnaire du N° 894. Apparemment,

ils sont sensibles aux questions posées sur l'allocation universelle, leurs réponses sont diverses mais ils sont nombreux à vouloir participer à la réflexion. Il n'est pas possible de publier toutes les lettres que nous avons reçues, une nouvelle synthèse en est présentée ci-dessous, ainsi qu'un maximum d'extraits dans la page courrier. La discussion n'est évidemment pas close.

Mes vœux pour 1991 sont donc que cette réflexion continue et qu'elle soit fructueuse, grâce à la coopération de tous.

Si vous voulez offrir des étrennes, surtout ne cherchez pas : le meilleur et le plus utile des cadeaux que vous puissiez faire , c'est un abonnement à la grande Relève !

ce qu'ils peuvent.

La charité n'est certainement pas la solution, nous le savons depuis longtemps. Mais j'ai reçu par téléphone, d'un correspondant anonyme, un appel éloquent, qui témoignait d'un aspect peu connu de la charité. *"Ils en vivent, eux"* me dit-il , en m'expliquant que nombreux sont les bénévoles qui deviennent de véritables professionnels de la charité et qui non seulement vivent des dons qu'ils distribuent, mais aussi s'en servent à des fins de convertir *"leurs"* assistés à leur propre religion. Ce correspondant était écoeuré du procédé. Sa conclusion est

Toute l'équipe de la Grande Relève présente ses meilleurs vœux à ses lecteurs.

L'ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE EN CASSETTE.

Vous savez l'intention de réunir quelques amis pour les amener à réfléchir sur nos thèses et en discuter? Vous ne souhaitez pas vous lancer vous-même dans une conférence-maison? A votre intention André Prime a enregistré une cassette sur la crise du capitalisme et l'économie distributive, pour vous aider à ouvrir le débat. Prix franco : 50 F. Pour plus tard la cassette vidéo !

LOGO

Des propositions de logo nous arrivent. Voici la première parmi celles qu'il est possible de reproduire. Nous en publierons d'autres dans nos prochains numéros.

Mais nous avons reçu très peu de slogans originaux. Le concours n'est pas fini...

proposition N°1 :



LA DÉTRESSE DU TIERS-MONDE S'AGGRAVE
L'Action Internationale contre la Faim attire l'attention sur le drame des enfants d'Afrique et d'Asie qui vont mourir de faim s'ils ne reçoivent pas un secours immédiat. "Ils vont mourir par milliers parce que leur survie dépend de notre aide et que notre aide stagne. Pour deux raisons. D'abord parce que les Etats vont consacrer plus d'argent au pétrole et moins aux enfants qui ont faim. Ensuite parce qu'une part de notre aide à l'Afrique va désormais à l'Europe de l'Est".

(Transmis par P. Herdner)

ÇA CONTINUE

60.000 tonnes de viande bovine retirées du marché européen. Pour enrayer la baisse des cours, les autorités européennes ont décidé de retirer du marché communautaire près de 60.000 tonnes de viande bovine, dont 7.000 tonnes en France, a indiqué le 30 novembre le ministère de l'agriculture et de la forêt.

"Au cours des prochains mois, des millions de moutons australiens vont être abattus et jetés. Pourquoi ? Parce que la demande mondiale de laine a chuté et laissé au gouvernement australien une montagne de surplus - le pays a 40 millions de moutons "en trop". Pour forcer le prix de la laine à remonter, Camberra a décidé d'abattre 20 millions de moutons en donnant aux fermiers 60 centimes par mouton qu'ils abattent."

Le journal ajoute que cette décision a un sens au point de vue économique, pour les producteurs de laine en difficulté, car le prix d'un animal vivant est tombé à 15 centimes. Des groupes humanitaires ont demandé au gouvernement australien de vendre les surplus d'animaux aux pays qui manquent de produits d'alimentation, "mais le gouvernement estime que l'exportation de viande n'est pas un moyen efficace pour l'aide alimentaire".

(d'après News Week, 3 décembre 1990)

LE MYTHE DU LIBRE ÉCHANGE

"Le libre échange, chacun s'en réclame mais personne ne le pratique" écrit D.Sicot qui ajoute : "C'est logique, dans tous les pays du monde, on veut exporter sans pour autant subir chez soi la concurrence des pays étrangers ! Les moyens utilisés pour se protéger ont changé de nature mais ils sont toujours aussi efficaces...".

Les négociations de l'Uruguay Round en cours entre les 97 pays du GATT "tiennent toujours du grand cirque. Les Etats-Unis et la CEE s'écharpent sur l'agriculture. Le Nord et le Sud s'affrontent sans merci. Les pays industrialisés font bloc pour accuser les pays en développement de dumping et se blinder contre l'invasion de leurs produits. Mais ils les pressent sans relâche de s'ouvrir aux échanges".

Les exemples d'entorses au libre échange pullulent : aides des Etats au consortium européen Airbus Industrie - commandes militaires qui camouflent des subventions américaines à Boeing - prétexte de la pureté pour s'opposer aux importations de bières françaises en Allemagne, restrictions à l'importation en France sur les magnétoscopes japonais, mais aussi sur les parapluies, les ombrelles, la porcelaine, la vaseline, la parafine, le miel, les bananes, les laitues, les melons, etc. En fait, "les pays riches sont pour la libéralisation des échanges dès lors... qu'elle leur est favorable !"

Si tous ces exemples sont connus, peu d'économistes mettent l'accent sur la contradiction manifeste entre les habitudes commerciales qui en résultent et la théorie établie par les pères du libre échange et leurs successeurs de nos jours : "Smith, Ricardo, Samuelson et quelques autres se seraient-ils lamentablement trompés ?" se demande le journaliste. Il y a longtemps que nous avons démontré que faute de s'être trompés, ils nous ont et continuent à nous tromper. Le "marché" dont le fonctionnement "harmonieux fait la gloire du système capitaliste" et qui nous est envié par les pays de l'Est revenus de leurs "erreurs communistes" ne serait-il qu'une belle théorie ? En pratique ce n'est qu'une mystification.

("Science et Vie - Economie", nov. 1990.)

ÇA FAIT TOUT DE MEME PLAISIR

Dans la G.R. d'octobre, A.Prime écrivait à propos de la crise du Golfe : "L'occasion était belle, notamment pour les Etats-Unis et l'Angleterre, de se réinstaller militairement dans des pays qu'ils avaient dû quitter sous la poussée indépendantiste des années 50-60".

Dans le Monde du 2 décembre 1990, Françoise Chipaux, écrit : "L'offre américaine (faite à S. Hussein) risque donc de conforter de nombreux Saoudiens peu convaincus des "pures" intentions américaines à l'égard du royaume, dans leur sentiment que les Etats-Unis ont profité, sinon quelque peu provoqué, la crise pour se réinstaller en force dans cette partie du monde vitale pour leurs intérêts".

La firme Mc Donnell Douglas aurait été sérieusement en difficulté en juillet dernier. Cela devrait aller mieux, merci, grâce à la vente de F 15 et AH 64 aux "alliés" américains du Golfe !

MORALE ÉLASTIQUE

Deux compères se sont rencontrés le 25 novembre dans un hôtel près de l'aéroport de Genève. Communiqué commun : "L'occupation du Koweït par l'Irak est inacceptable.. L'Irak ne doit recevoir aucune récompense pour son agression et le territoire et le gouvernement légitime du Koweït doivent être pleinement restaurés". (Le Monde, 25 novembre 1990) Cocasse, non, de la part d'un H. El Assad qui occupe le Liban depuis des années et vient d'écraser les troupes du Général Aoun sans que l'Occident ait levé le petit doigt. Il est vrai que "dear El Assad" a envoyé des troupes aux côtés de celles de Bush pour chasser les envahisseurs du Koweït. Curieuse morale du droit !

FRANC-PARLER

"Défense du droit dans le Golfe" clament tous les bons apôtres. Trop de braves gens naïfs sont plus royalistes que le roi. Dans Newsweek du 26 novembre 1990, le secrétaire d'Etat, James Baker, est pourtant, on ne peut plus clair. Comme on lui demande pourquoi l'Amérique doit se battre contre l'Irak, il déclare, cite C. Julien : "Si vous voulez résumer la réponse en un mot, c'est : les emplois". Quand on vous disait (GR de novembre) que les Américains font ou préparent une grande guerre essentiellement lorsque leur économie est en péril. Quel est le prix de chaque mort, au fait ?

(Le Monde Diplomatique, déc 1990)

Nos amis de Liège viennent de sortir une brochure intitulée "Muter ou chuter - Une autre économie pour demain". A l'aide de dessins et à grands renforts de citations, cet opuscule présente clairement nos thèses. Bibliographie abondante.

A commander au "Groupe Liégeois pour l'économie distributive" : L. Gosset, 21 rue Hensez 4630 Micheroux - Belgique. Prix 60 francs belges + port

L'URSS AU BORD DU GOUFFRE

par André PRIME

La gravité de la situation dépasse tout ce qu'on pouvait imaginer : il ne s'agit même plus de l'économie en général dont l'état, d'après les dirigeants eux-mêmes, est "catastrophique" ; même plus du seul ravitaillement, point le plus sensible pour les Soviétiques du désastre économique. Il y a plus dramatique encore : la désagrégation, l'éclatement de l'URSS. D'une part, cela aggrave la crise économique et, pire, la rend insoluble ; d'autre part, cela risque de mener à un "bain de sang" (dixit Gorbatchev lui-même). Pour bien comprendre ce qui se passe, il faut avoir à l'esprit le statut fédéral de l'URSS, fondée le 30 décembre 1922 : "L'URSS est un Etat multinational fédéral uni, constitué selon le principe du fédéralisme socialiste, par suite de la libre autodétermination des nations et de l'association librement consentie des Républiques Socialistes Soviétiques égales en droit". **Chacune a le droit de sortir librement de l'Union.**

Quelle base plus démocratique pouvait présider à la fondation de l'Union ? On peut s'étonner, par contre, qu'un Staline n'ait pas modifié de tels statuts, dans l'euphorie de la victoire de 1945 par exemple. C'est donc légalement que l'empire éclate et ce sont ces dispositions qui sont en partie à l'origine de l'échec de la pérestroïka.

L'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS) est composée de 15 républiques très inégalement peuplées.

Depuis 70 ans bientôt, le monde était accoutumé à ne penser qu'URSS (même si par simplifica-

tion, on dit couramment : la Russie, les Russes). Cet immense pays, aux ressources diverses et théoriquement autosuffisantes, cette puissance surarmée, aussi bien en matériel classique que nucléaire, qui avait battu les Américains dans la course à l'espace, semblait invulnérable et l'une des voies possibles - qu'on soit pour ou contre - pour le monde futur. Surtout si on y ajoute ses satellites proches et les pays d'Amérique du Sud, d'Afrique ou d'Asie ayant choisi de rompre avec le capitalisme.

Or, en un an, tous les satellites de l'Est, sans la moindre intervention armée, ont jeté bas les "démocraties populaires". Et, comme si cela ne suffisait pas, voici, dans la foulée, que plusieurs Républiques faisant partie intégrante de l'URSS s'engagent dans une lutte similaire : l'indépendance, le rejet du communisme. Passe encore pour les Etats baltes récupérés par Staline en 1940 ! Mais les autres Républiques : Arménie, Géorgie, Ukraine, Russie elle-même ?

Gorbatchev, arrivé au pouvoir en 1985, a, certainement de bonne foi, joué les apprentis sorciers ; toutes les forces adverses se sont ruées, engouffrées dans l'espace de liberté qu'il a ouvert. Les satellites de l'Est dans un premier temps, encouragés par le capitalisme et les églises, ont mis à profit cette liberté pour "casser la baraque" et non pour substituer au communisme un "socialisme à visage humain" comme des naïfs ont pu l'espérer. Et voilà qu'en URSS, les libertés de la presse, de réunion, octroyées au nom de la "glasnot" se retournent contre leur initiateur ; politiquement et écono-

miquement, (1) ce dernier point enlevant toute crédibilité, pour l'homme de la rue, à la pérestroïka et à son auteur, Gorbatchev.

Et, alors qu'à l'étranger - Gorbymania, Prix Nobel, bains de foule en Allemagne pour remercier le "père de la réunification" (!)- Gorby est sacré l'homme de l'année, en URSS sa cote est au plus bas (21 % fin novembre contre 52 en janvier). "La fiction Gorbatchev : au moment où il arrive à Bonn, le Président soviétique semble ne tenir son pouvoir que de la reconnaissance de ses interlocuteurs étrangers". (2)

J'ai rassemblé depuis des semaines une foule de documents convergents qui montrent la complexité de la situation : il faudrait un livre pour tenter d'en faire l'analyse à la fois dans son ensemble et en détail, les deux interférant sans cesse. Et tout évolue si vite !

Essayons néanmoins de cerner l'essentiel. Il semble que face aux mouvements centrifuges qui poussent les Républiques à la dissidence, trois "forces" soient en présence : Gorbatchev, Boris Eltsine, l'armée.

*

Commençons par **Boris Eltsine**. Cet homme, personnage ambitieux, qui a écrit "Jusqu'au bout", (tout un programme !), "Poujade de l'URSS" selon A. Minc, est devenu l'ennemi numéro un de Gorbatchev. Espoir, et donc coqueluche des masses désorientées, sa cote a monté proportionnellement à l'effondrement de celle de Gorbatchev.

Son coup de maître a été, après avoir démissionné du PC de se faire élire à la tête du Parlement de Russie (RSFSR : République socialiste fédérative soviétique de Russie), qui compte 147 millions d'habitants sur les 287 de l'Union - soit près de 50 % - et représente 76 % de son territoire. Sa puissance est donc considérable, d'autant plus qu'il entraîne l'Ukraine dans son jeu (51 millions d'habitants = au total près de 200 millions d'habitants).

B. Eltsine joue au chat et à la souris avec Gorbatchev : un jour, il s'oppo-

population (en milliers d'habitants)

Arménie	3283	Lituanie	3690
Azerbaïdjan	7029	Moldavie	4341
Biélorussie	10200	Ouzbékistan	19906
Estonie	1573	RSFSR (Russie)	147386
Géorgie	5549	Tadjikistan	5112
Kazakhstan	16538	Turkménistan	3534
Kirghizie	4291	Ukraine	51604
Lettonie	2681	URSS	286717

se violemment à lui, dénonce dans ses discours et dans la presse la politique de son "ennemi" ; un autre jour, il feint de le soutenir dans certains projets. Bref, le chef de file des réformateurs radicaux" veut la peau et la place de Gorbatchev. Diabolique, il envisage pour remplacer l'autorité qu'il tient actuellement des députés de Russie, de se faire élire au printemps prochain au suffrage universel comme Président du Parlement russe ; il réclame le droit de lever une armée propre à la Russie (3). Et, complice, l'Ukraine prévoit l'adoption d'une constitution propre, le droit de créer sa propre armée et même sa propre monnaie. Des manifestations d'étudiants, soutenues par l'Eglise uniata, se développent pour réclamer l'indépendance totale (à noter curieusement que l'Ukraine, comme la Biélorussie, dispose d'un siège à l'ONU).

Elt sine, avec l'Ukraine et d'autres Républiques, joue la politique du pire pour amener un Gorbatchev exsangue à passer la main. A lui, bien entendu. Gageons pourtant qu'alors Elt sine ferait tout, profitant de son "état de grâce", pour reprendre en main le pays, rassurer et conforter l'armée de l'Union, maintenir l'essentiel de l'URSS, quitte à admettre la sécession des Républiques déterminées dans la voie de l'Indépendance : Etats baltes, Géorgie, Arménie... Mais il serait peut-être trop tard pour ce nouvel apprenti sorcier, ambitieux personnel celui-là. Comment pourrait-il redresser l'économie, même en la livrant totalement au marché ? Et rien ne prouve que d'autres Républiques ne chercheraient pas à faire sécession, "légalement", comme les y autorise le statut de l'Union !

Gorbatchev. Le seul atout qui lui reste, dans l'état actuel des choses, c'est son projet de "Traité de l'Union". En attendant, il essaie de maintenir un semblant d'autorité fédérale à travers le "Conseil de la Fédération" qui regroupe en théorie les chefs des Parlements des quinze Républiques.

Plusieurs Républiques refusent de signer ce "Traité de l'Union", qui "vient trop tard" pour certaines et qui ne semble qu'un lien tenu pour

maintenir la cohésion de l'Empire.

Alors, que reste-t-il à Gorbatchev comme moyens ? Presque rien en dehors de l'appui occidental : avec l'absorption des pays de l'Est, la crise du Golfe, l'orage économique qui réapparaît, l'Ouest ne tient pas à voir l'URSS sombrer dans l'anarchie complète ou la guerre civile. Différents pays l'aident : la France, l'Allemagne surtout, et, à fin novembre, l'Arabie Saoudite : 4 milliards de dollars en échange d'une attitude ferme de l'URSS vis-à-vis de l'Irak. 4 milliards, un plat de lentilles ! Pauvre Gorbatchev.

L'armée. Quid de l'armée ? Elle est restée étrangement silencieuse pendant tous ces événements. A part la confiance de Gorbatchev à Mitterrand lors de leur rencontre à Kiev : "Si vous ne nous soutenez pas, vous trouverez un maréchal à ma place", on avait peu d'indices sur ce que pourrait faire l'armée. Jusqu'à ce que, récemment, le maréchal Akhromeev écrive le 14 novembre dans *Sovietskaïa Ros-sia* : "Si certaines forces tentaient de désintégrer le pays, les forces armées pourraient être utilisées, sur décision du Parlement fédéral ou du Président, pour préserver l'unité de la patrie et son système social, fixé par la Constitution". Jusqu'à ce que Gorbatchev évoque, à son tour, devant un millier d'officiers, le risque d'un "bain de sang" si "l'unité économique et militaire du pays n'était pas préservée" ; dans le même discours, il condamnait "les embryons d'armées nationales formées dans certaines républiques". Le 30 novembre, il revient à la charge devant des intellectuels : "Nous ne pouvons pas nous diviser. Si nous commençons à nous diviser, il y aura une guerre terrible. Cela peut se transformer en une catastrophe non seulement pour le pays, mais pour le monde entier".

Telle est la situation en Union Soviétique à l'aube de l'année 1991, deuxième de la dernière décennie du siècle. Volatilisés comme nous l'avions prédit il y a un an, le pacte de Varsovie et le Comecon ! Qui peut dire ce qui se passera en 1991 ? Gorbatchev ne compte plus que sur la charité occidentale pour parer au plus pressé. "Tiers-mondisation

de l'URSS", comme le note "Le Monde". Il n'a même pas pu aller chercher son prix Nobel, le 10 décembre, compte tenu de la "période cruciale pour le pays" dit-il, où les événements requièrent "heure par heure" (sic) l'attention du chef de l'Etat. En réalité, même ce trophée, octroyé par l'Ouest à Gorby qui a bien mérité du capitalisme, est devenu un boomerang potentiel pour Gorbatchev "chef" de l'URSS. Pour combien de temps ? Souhaitons tout de même une bonne année au grand peuple soviétique, peuple divers et attachant, qui aurait mérité de vivre heureux, surtout après avoir sacrifié 20 millions de ses enfants pour sauver le monde de la barbarie nazie.

(1) Les Izvestia annoncent - et les cas sont légion - que dix usines sont paralysées parce que les aciers spéciaux qu'elles devaient recevoir d'une onzième ont été vendus à l'étranger contre devises. Des devises qui, dit-on, ont fortement tendance à rester à l'étranger, alors que des produits de consommation achetés grâce aux crédits occidentaux sont bloqués aux frontières par la paralysie croissante des transports. (Le Monde 13 novembre 1990)

(2) Depuis 1985, M. Gorbatchev a passé le plus clair de son temps à accroître ses pouvoirs à un point tel qu'il en détient théoriquement plus que Staline lui-même, si l'on en croit l'historien, spécialiste de l'URSS, Michel Heller. Il a tous les pouvoirs, mais n'a plus d'autorité. La vie politique ressemble à un théâtre où des ombres s'agitent sans avoir aucune prise sur la réalité. Moscou décrète, mais les Républiques se gèrent tant bien que mal sans se soucier des oukases du pouvoir central.

M. Gorbatchev ne semble plus tenir son existence politique que de sa stature internationale, de la reconnaissance de ses pairs occidentaux comme de son prix Nobel de la paix. (Monde 10 XI 1990)

(3) Le premier novembre, la République de Russie a lancé un nouveau défi au pouvoir central en déclarant que toutes ses ressources et la plus grande partie de son industrie étaient placées sous contrôle russe.

La loi votée le 31 octobre à la quasi-unanimité par le Soviet suprême de la Fédération russe invalide notamment tous les contrats d'exportation de matières premières russes auparavant conclus par le gouvernement de l'Union sans l'accord de la RSFSR. Celle-ci produit près de 80 % du gaz et du pétrole soviétiques ainsi que de grandes quantités d'or (Le Monde, 3 Novembre 1990)

Le Parlement a décidé que tous les contrats à l'exportation devront être approuvés par le conseil des ministres de la RSFSR, auprès duquel devront être accrédités tous les investisseurs étrangers, y compris les banques, désireux de réaliser des opérations dans la République. (Le Monde, 3 novembre 1990).

UNE REVOLUTION GAGNEE ? PLUTOT UNE GUERRE PERDUE !

Par Karl RITTER

Les statistiques publiées montrent une augmentation foudroyante de la conjoncture économique de l'Allemagne de l'Ouest cette année. Elle connaît une croissance économique de 4,5 %, la plus haute de tous les pays capitalistes. Le chiffre des chômeurs est tombé de 2 à 1,6 millions. L'Allemagne de l'Est montre une évolution contraire. La production industrielle est tombée de 30 %. Officiellement on parle de 600.000 chômeurs, mais il y a 1,8 millions de salariés qui travaillent à temps partiel. On a inventé cette catégorie pour cacher le vrai chômage. Pour la plupart de ces travailleurs, les heures de travail sont nulles, c'est-à-dire que le vrai chômage en Allemagne de l'Est est de 2,4 millions. En RDA, il n'y avait pas un seul chômeur. En Allemagne réunifiée, il y a actuellement 4 millions de chômeurs.

Cette conjoncture extraordinaire de l'Allemagne de l'Ouest est due en grande partie à l'annexion de la RDA. Les capitalistes de l'Allemagne de l'Ouest tirent des profits formidables de la colonisation de

l'Allemagne de l'Est. Dès le premier jour de l'unification, ils ont submergé la RDA de marchandises de l'Allemagne de l'Ouest. Ils ont accaparé des organisations commerciales d'Etat et, avec ces organisations commerciales, ils ont pompé des quantités énormes de marchandises en RDA. En peu de jours, on ne voyait plus de marchandises en provenance de la RDA. L'ancienne RDA fut un grand débouché pour l'Allemagne de l'Ouest. Je ne parle pas seulement de produits industriels ; on ne voyait plus de pain, de lait, de pommes de terre, de bière, d'oeufs de la production de l'ancienne RDA. Tout venait de l'Ouest. Des colonnes ininterrompues de gros camions roulaient jour et nuit sur les autoroutes en direction de l'Est.

Dans les sept premiers mois de cette année, 600.000 automobiles furent importées de l'Allemagne de l'Ouest (400.000 d'occasion, 200.000 neuves). C'était la grande affaire pour Volkswagen, Opel et Mercedes. Une seule banque - la Deutsche Bank - a ouvert 150 filiales en Allemagne de l'Est. La plupart des employés sont venus de l'Ouest. Une seule compagnie d'assurance - l'Allianz - a pris 11 millions de contrats d'assurances de l'ancienne assurance d'Etat. L'afflux des marchandises est tel qu'il manque des marchandises sur le marché de l'Allemagne de l'Ouest pour Noël. Les journaux parlent de queues devant les magasins de l'Allemagne de l'Ouest par manque de marchandise.

On peut se demander d'où provient l'argent avec lequel les gens l'Allemagne de l'Est achètent ces marchandises. Bonn donne de l'argent pour payer les chômeurs. Cet argent reflue donc vers l'Ouest. Bonn donne des crédits pour payer les dépenses publiques. Cet argent retourne aussi en Allemagne de l'Ouest.

Tout le monde parle de milliards que Bonn paie pour couvrir les frais de "l'unification". En vérité, c'est un financement gigantesque de l'exportation au profit des capitalistes aux frais de l'Etat de l'Ouest. Jusqu'à présent, l'unification n'a rien coûté à l'Ouest, mais c'était une affaire de gigantesques profits jamais vus dans l'histoire.

La population de l'Allemagne de l'Est souffre gravement de ces événements. Elle a perdu son travail, elle est confrontée à une hausse énorme des prix. Les salaires de l'Est étaient en moyenne le tiers de ceux de l'Ouest. Une infirmière de la polyclinique où j'habite vient de quitter sa place pour travailler dans un hôpital de Berlin Ouest. A l'Est, elle gagnait 1000 marks, à l'Ouest, elle en gagne 3000. Une telle situation ne peut pas tenir. Naturellement, il faut savoir que les prix en RDA étaient aussi un tiers de ceux de l'Ouest (subventions d'Etat de 50 milliards de marks). Maintenant les salaires sont restés le tiers, mais les prix ont augmenté, doublé, triplé.

Il est évident que l'Ouest a gardé son attraction comme au temps du mur. Pendant les sept premiers mois de cette année, 300.000 personnes sont passées de l'Est à l'Ouest. Et ça va continuer ou même augmenter. Presque cyniquement, Bonn parle de trois ans, ou cinq ou même dix ans pour aligner les niveaux de vie des deux parties de l'Allemagne. Alors, il ne faut pas s'étonner que les gens ne veulent pas attendre aussi longtemps, surtout les jeunes.

A fin 1990, on ne peut que constater que l'économie de l'ancienne RDA est complètement ruinée. On peut seulement se demander si c'est le résultat d'une fausse politique économique, d'un dilettantisme incroyable, ou d'une intention délibérée de détruire tout ce qui avait à voir avec l'expérience socialiste. La catastrophe est telle, le chaos, la déception des gens, leur indignation, qu'on peut s'attendre à des conflits sociaux. Aujourd'hui, l'Allemagne de l'Est donne l'impression d'un pays qui a perdu une guerre, plutôt que d'un pays qui a gagné une révolution.

HUMAINS CONDITIONNÉS

*L'ennemi, c'est l'Argent-profit
Partout, il impose sa loi
fait de l'homme un pauvre bourgeois
vivant de confort ridicules.*

*L'ennemi, c'est l'Argent-profit
à l'intérieur de nos frontières
il prépare les hommes à la guerre
les rendant prêts à s'immoler.*

*Notre système Argent-profit
maintient tous les hommes prisonniers
dans un esclavage doré
ou dans l'esclavage-misère*

*Pauvres humains conditionnés
par les seuls besoins des finances
Feront-ils l'effort de conscience
pour ne plus être téléguidés...*

Albert CHANTRAINE

L'ECONOMIE EN PERSPECTIVE⁽¹⁾

Ceux qui connaissent déjà JKG ne seront pas déçus par cet ouvrage. Ils retrouveront la verve et l'humour typiquement anglo-saxons dont il fait preuve jusque dans les domaines les plus ardues. C'est d'ailleurs l'un des buts qu'il s'est fixé en écrivant ce livre contrairement écrit-il "à un nombre non négligeable d'intellectuel (le)s (qui) jugent que toute tentative réussie pour rendre les idées vivantes, compréhensibles et intéressantes révèle en fait un manque d'érudition".

Dès son premier chapitre, l'auteur de **l'Ere de l'opulence** (2) se retrouve sur des positions semblables aux nôtres : "Durant presque toute l'histoire de l'économie, la plupart des gens ont vécu dans la pauvreté alors qu'une fraction comparative-ment étroite de la population vivait dans l'opulence. Il a donc absolument fallu en expliquer les causes - et hélas, souvent les justifier. De nos jours, à une époque où l'abondance croît et se répand, les termes de cette question ont considérable-

ment changé. La répartition des revenus demeure, cependant, la plus sensible des questions qu'un économiste ait à aborder..".

Galbraith insiste plusieurs fois sur la nécessité que croient ressentir certains économistes d'établir des théories qui justifient l'exploitation des pauvres par les plus riches. Il rend hommage à Marx, ce qui est à son honneur, bien que son livre soit paru aux Etats-Unis en 1987. Ce passage vaut d'être cité : "es gouvernements actuels servent les intérêts des grandes sociétés anonymes et des milieux d'affaires et ...la pensée économique orthodoxe ou officielle épouse les intérêts économiques dominants, ces deux affirmations sont des lieux communs et font partie des commentaires politiques quotidiens. Sur ces questions, beaucoup de gens tiennent les mêmes propos que Marx et ce, absolument sans le savoir" Bien entendu, JKG se sépare de Marx sur d'autres points ; mais nous ne pouvons pas ici rendre compte de

toute la richesse de l'ouvrage.

L'utilité d'une telle histoire est incontestable car, l'auteur le constate lui-même : "... On ne peut comprendre le présent si l'on néglige le passé" et "... contrairement à ce que l'on croit souvent, la crise économique n'a pas pour but de façonner un système définitif et immuable. Elle doit s'adapter constamment et souvent avec réticence au changement. Ne pas le reconnaître mène à l'obsolescence et à l'accumulation des erreurs. L'histoire nous apprend aussi cela".

Galbraith n'est pas tendre pour Reagan et se projette en même temps dans le futur. Il constate que les discours sont pour la libre entreprise alors que l'administration vient "au secours des banques en faillite, d'exportateurs en difficulté et ... protège du marché libre les agriculteurs à des coûts sans précédent...". "Le socialisme, conclut-il sur ce point, aujourd'hui, n'est pas réalisé par les socialistes le socialisme moderne est l'enfant raté du capitalisme. Et il en sera ainsi dans les années à venir".

Nous arrêterons là des citations qui auront peut-être convaincu le lecteur de se plonger dans cette étude intellectuellement très enrichissante venant d'un économiste connu comme contestataire, mais néanmoins respecté par ses pairs.

(1) **L'économie en perspective, une histoire critique**, de John Kenneth Galbraith Traduit de l'américain par Y. Coleman. Editions du Seuil.

(2) Calmann-Lévy.

Le temps présent est également propice à la lecture ou la relecture de "La paix indésirable ? Rapport sur l'utilité des guerres" préfacé par H. Mac Landress, pseudonyme avoué de J.K. Galbraith (Editions Calmann-Lévy). Présenté comme le rapport d'un "groupe d'étude spécial", ce violent pamphlet contre une guerre hypothétique pourrait être en fait l'oeuvre de Galbraith lui-même. A ne pas manquer.

René MARLIN

QUI OSERA ?

Qui osera, parmi tous ces démocrates prostitués à la ploutocratie des Nomenklatura des pays riches, dénoncer cette mafia, qui, pour en retirer d'énormes profits, détruit les excédents agricoles ?

Comment ose-t-on parler d'excédents quand 70 millions de personnes aux Etats-Unis et en Europe de l'Ouest crèvent de faim dans ces pays où il y a trop de tout ? Comment ose-t-on parler d'excédents agricoles mondiaux quand 40 millions de personnes meurent de faim chaque année ?

Qui osera faire comparaitre à un quelconque Nuremberg ces criminels de paix qui, chaque année, tuent autant de personnes que pendant toute la dernière guerre mondiale ? Pourquoi est-ce que personne n'en parle ?

40.000 enfants meurent de faim chaque jour, mais le Pape préfère parler des préservatifs et de l'avortement ! 14 % des Français crèvent de faim, mais l'Abbé Pierre, le Pape des Chrétiens, l'expert international en misère, ne donne pas les vraies raisons de cette misère dans l'abondance : le profit d'une toute petite minorité. Bravo l'Abbé pour cette phrase devant la télé : *l'humanité est condamnée au temps libre*. Mais il faudra la modifier légèrement ainsi si vous voulez être dans le sens de l'histoire d'un futur prochain : *la science condamne l'humanité au temps libre et à l'abondance*. Qui, parmi les socialistes du PS, osera dire devant notre Parlement, que notre Président qui a plus l'air d'un pharaon que d'un socialiste, en édifiant son arche béatifiant les Droits de l'Homme au sein des démocraties, a tout simplement oublié l'article 25 : "Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et celui de sa famille..." Qui osera au sein du PS dénoncer cette sinistre comédie: des Nomenklatura ploutocratiques qui, à l'instar de celles de l'Est, au nom de leur profit personnel, créent un quart-monde qui crève de faim et dont le nombre augmente de 1 % tous les ans ? Qui osera parmi les quart-mondistes, ceux qui jouent si bien le monde du silence, proposer un défilé silencieux devant l'Elysée et le Parlement pour réclamer l'application de ce fameux article 25 des Droits de l'Homme, au nom de la liberté, de l'égalité, de la fraternité ?

PINOCHÉ

ALFRED SAUVY ET NOUS

par René MARLIN

Alfred Sauvy est décédé la veille de ses 92 ans. Economiste et démographe, ancien directeur de la Conjoncture, créateur et directeur de l'Institut National d'Etudes Démographiques de 1945 à 1962, il fut aussi professeur à l'Ecole des Sciences Politiques et au Collège de France. Joueur de rugby et pratiquant le ski, Sauvy était un être complet, l'honnête homme du XXe siècle". Mais nous n'avons pas l'intention de retracer ici sa biographie que le lecteur pourra trouver ailleurs (1).

Sauvy fut un anticonformiste notoire en raison de ses prises de position sur plusieurs problèmes de société. Il resta isolé bien qu'encensé évidemment, après sa mort, par la classe politique et des ministres qui se gardent bien d'appliquer ses préceptes. Il eut d'autant plus de mérites à cela qu'ancien élève de l'Ecole Polytechnique, il subit comme chacun s'en doute, la formation conservatrice, élitiste et militariste propre à cette école. Malgré ses fonctions officielles et ses titres, il ne se rallia jamais aux modes intellectuelles et aux idées reçues comme la plupart des économistes "distingués" de son époque. Il fut l'un des rares penseurs reconnus, avec François Perroux, à accepter le dialogue et à examiner nos thèses. A la différence de Perroux, il ne s'accorda point avec elles, même à la fin de sa vie, où pourtant il n'avait plus rien, ni personne à ménager. Bien que l'on puisse déceler dans les arguments qu'il nous opposa une certaine méconnaissance, peut-être volontaire, de ce qui est vraiment l'économie distributive, il eut soin de ne pas oublier Jacques Duboin parmi les économistes qui ont marqué l'histoire. De cela, nous lui sommes reconnaissants.

L' AUTOMOBILE ET LES TRANSPORTS

Pour le public un tant soit peu curieux, Sauvy fut d'abord le contempteur de l'automobile. Rien n'est évidemment plus faux. Il ne faisait pas partie des détracteurs du progrès technique mais pensait, ce qu'il faudra bien un jour que tous admettent et surtout qu'ils en tirent les conséquences y compris pour eux-mêmes, que la voiture particulière n'est point adaptée aux déplacements dans nos modernes métropoles aux heures de pointe : "Dans nos grandes villes, le transport ne peut être assuré massivement que par les transports publics. Un homme occupe six fois moins de place dans un autobus que dans une voiture particulière. Ne parlons pas du métro..." observait-il justement (2).

Il suffit d'ailleurs d'avoir circulé dans Los Angeles et ses environs où la longueur des

autoroutes équivaut à celle de la France entière, pour se rendre compte que le choix exclusif de la bagnole est vraiment la plaie de nos sociétés. Les Californiens s'en sont aperçus et ils ont commencé à construire un RER sous le nom de BART (3). Ce revirement, bien trop tardif, est trop limité pour faire véritablement revenir les habitants sur leurs habitudes individualistes.

Au nom des mêmes illusions ultra-libérales, la municipalité parisienne envisage froidement de doubler le périphérique sud en souterrain ! Pour moins de dépenses, la petite ceinture extérieure qui manque tant au réseau ferré métropolitain, et dont l'emprise est libre, pourrait être réalisée. Il est vrai qu'elle serait moins "rentable" selon la fausse comptabilité financière en vigueur qui néglige notamment le temps gagné ou perdu par les usagers. Comment les grands responsables n'ont-ils pas encore compris que toute amélioration locale de la circulation automobile crée un appel qui se traduit très vite par un engorgement et de nouvelles difficultés ? Dans nos vieilles cités européennes, il faut décourager l'emploi de la voiture et non l'encourager. Ces erreurs monumentales sont dues à la pression des grands trusts pétroliers et du lobby automobile au nom de l'emploi... Elles ne comptent pas pour rien dans la justification auprès des populations mal informées d'une éventuelle guerre du golfe... Mais cela n'est pas notre propos d'aujourd'hui...

Sur ce point, Sauvy ne fut pas entendu. Il ne le fut pas non plus et c'est sûrement moins regrettable dans sa spécialité : la démographie.

LE NATALISME ET LE NATIONALISME

Marqué par la défaite de 1939, il considérait que le vieillissement d'une population est l'annonce du déclin d'une nation. D'où ses positions natalistes. Il soutenait, contre toute évidence, que la limitation des naissances n'est pas une des solutions au problème de la faim dans le monde puisque le rajeunissement doit permettre une augmentation de la quantité des denrées alimentaires disponibles... L'on voit ce que de telles idées erronées ont entraîné et entraînent de dégâts dans le tiers-monde (4). Il est vrai, comme il le remarquait, que le nombre annuel des morts de faim ne peut être de 50 à 60 millions, ainsi que l'avancent certains, puisque le total des décès dans les P.E.D. est de 40 millions. Pourtant les 500 millions de mal-nourris sont lourds d'accusations et de menaces pour les citoyens occidentaux. Au reste, il est exceptionnel qu'un être meurt de la seule faim :

d'autres tourments se chargeant de l'issue fatale avant la cachexie, les chiffres sont tous contestables...

Nous en resterons pour notre part à l'opposition au natalisme. Celui-ci ne se conçoit qu'en prévision de conflits économiques et militaires considérés, a priori, comme inévitables. Les allocations familiales ne se justifient que de cette façon puisque, maintenant, toutes les naissances, sauf celles dues à la bêtise ou à l'ignorance, sont désirées. Il n'y a donc pas lieu de compenser une charge supplémentaire voulue et préparée. Alfred Sauvy, membre du "Comité consultatif de la famille française" en 1941 et catholique convaincu, n'aurait pas été d'accord sur ce point. Heureusement la libération des hommes et des femmes est intervenu après celle de l'occupant nazi.

Sauvy, comme hélas la plupart de nos contemporains, n'avait pas su se défaire de l'aveuglement propre à la morale vaticane et du préjugé tenace, souvent inconscient, selon lequel la production dépend du nombre des travailleurs. Les ravages de cette croyance périmée sont immenses. Ils vont de la thèse selon laquelle on ne pourra plus "payer" les retraites dans 20 ou 30 ans, jusqu'à celle du plein-emploi encore possible.

L'EMPLOI ET LE CHOMAGE

Notre économiste part d'idées très saines et lucides : "Le but de l'économie n'est pas le travail, mais la consommation... Le facteur essentiel du développement du progrès n'est pas le capital, mais le savoir des hommes, leur aptitude à créer des richesses" (5) d'où son opposition au maintien, à grands renforts de subventions, d'entreprises non rentables excédentaires en main-d'œuvre. Si cette option est rationnelle dans le système économique actuel, il ne faudrait pas oublier de l'appliquer partout et l'on en aperçoit bien les limites : Faut-il, dès lors, démanteler les charbonnages et la sidérurgie française ? Oui, ont répondu nos hommes politiques, derrière tous les économistes capitalistes y compris Sauvy. Et ils le font, finalement sans trop de casse, sauf 2,5 millions de chômeurs. Mais alors faut-il continuer à chasser les agriculteurs des campagnes dont la rentabilité est, depuis longtemps, négative et qui ne vivent que grâce aux fonds publics de différentes sources qui assurent 70 % de leurs revenus ? Non, répondent les mêmes, qui ne sont pas à une contradiction près. Ils acceptent et organisent le saccage des préfectures, la destruction des animaux importés et "l'assainisse-

ment" des marchés. Mais les Etat-Unis et, à l'intérieur de la CEE, l'Angleterre, acceptent-ils encore longtemps cette mascarade ? C'est improbable bien que leurs propres mensonges ne soient pas moindres dans ce même domaine.

L'un des ouvrages majeurs d'Alfred Sauvy reste évidemment "*La machine et le chômage - le progrès technique et l'emploi*" (6) dont nous retiendrons d'abord qu'il n'omet point de citer Duboin, à deux reprises d'ailleurs, dans la partie contemporaine de son historique de la pensée économique. Il place notre courant de pensée dans la lignée des technocrates américains Thorstein Veblen et Howard Scott ; il aurait pu ajouter Edward Bellamy et donner un aperçu sur les créditistes (7). Sauvy, comme d'autres, trop nombreux, nous a mal lus et pour mieux nous combattre, nous attribue des thèses qui ne sont pas les nôtres. Il écrit notamment que nous nous basons sur les apparences : "*la mévente étant prise pour de la surproduction et le stock pour le flux...*", ce qui serait évidemment très sot. Il ajoute, plus grave, que l'idée de Duboin, selon laquelle, depuis 1929, la production croît en même temps que le chômage, ne se réfère point à un phénomène nouveau, car c'est le cas à chaque fois que la production augmente moins vite que la productivité. Notre détracteur fait preuve une nouvelle fois de courtes vues ; il juge sur des périodes de quelques mois alors que la thèse doit être évidemment comprise comme étant une tendance fondamentale à l'échelle de l'histoire bicentenaire des sociétés économiquement avancées.

Néanmoins, il conclut ainsi : "*Cette doctrine a eu une influence bien plus grande qu'on a pu le penser... elle est plus libératrice que toute autre et a fortement, par des canaux semi-conscients, inspiré la confiance générale dans la semaine de 40 heures, et dans la suite, confirmé le mythe du robot. Si séduisantes sont ces vues que les économistes conservateurs ou marxistes n'ont pas osé les combattre*". C'est réconfortant pour nous. Ne serait-ce point que nos explications rendent compte correctement de l'évolution des événements ?

Car Sauvy, notamment dans le livre que nous venons de rappeler, ne conclut pas que le progrès technique multiplie les postes de travail comme P. Drouin le lui fait dire dans l'article du Monde qu'il lui a consacré après sa mort (8). Ou plutôt, il est plus réservé. Il se plaint de l'insuffisance des chiffres sur le temps de travail réel et l'emploi. Nous-mêmes ajouterons que toutes les statistiques montrent effectivement que le nombre des emplois s'accroît sur la longue période (9).

Mais elles indiquent aussi, si l'on tient compte de la durée moyenne annuelle du travail que la quantité de travail salarié global diminue considérablement. C'est bien là notre apport fondamental, notamment contre ceux qui, raisonnant encore une fois sur le court terme, prétendent, en particulier, que la réduction du temps de travail légal n'aurait pas d'effet bénéfique sur le chômage.

LES ARTICLES ET LES RÉUNIONS

Sauvy fut presque le seul économiste plus ou moins reconnu à "*oser nous combattre*". Les controverses avec lui, aussi bien épistolaires que verbales, furent nombreuses. En compulsant les anciennes collections de la Grande Relève, on en trouve des traces multiples.

L'on découvre, par exemple, en 1954 (10), la reproduction d'un article de Jacques Duboin paru, à l'origine, dans l'"*Oeuvre*" du 30 décembre 1935, où notre fondateur est obligé de défendre contre Alfred Sauvy la notion de "*pouvoir d'achat*" qu'il avait imaginée et qui s'est logiquement imposée depuis. Il y a plus d'un demi-siècle, Duboin se voyait déjà traité d'apprenti économiste. Il constatait néanmoins que les économistes reconnus, eux, bien que ne voulant pas raisonner sur l'existence des 30 millions de chômeurs, la destruction des denrées alimentaires et la misère dans l'abondance, n'en étaient pas moins à l'origine de la folle politique de nos dirigeants d'alors. Ceux-ci, déjà, suivaient leurs conseils... même s'ils ne le faisaient pas toujours pour ceux de Sauvy considéré comme trop progressiste !

En 1953 (11), Sauvy avait fait quelques progrès. Notre ami Henry Cèdre reconnaissait que le 12 mars, lors de l'une des grandes conférences publiques et contradictoires qui avaient lieu en Sorbonne (12), il avait admis certaines graves tares du capitalisme dénoncées, devant lui, par le créateur de l'économie distributive. Mais, ainsi que l'écrivait l'auteur du compte-rendu, et bien qu'il eut déclaré que l'utopie du jour pouvait être la réalité du lendemain, il s'abstint "*de préconiser à ces tares quelque remède que ce soit*". Un dialogue par lettres s'instaura, en 1957, entre Sauvy et un autre collaborateur de la Grande Relève, Pierre Montreux (13). Notre contradicteur nous accusait, en bon rugbyman, de "*jouer l'homme*" et non pas "*le ballon*", c'est-à-dire de ne pas être dans l'esprit du jeu. Montreux lui répliqua que la vie n'était pas "*... un jeu, mais une lutte où la diffusion des idées tire son importance de la personnalité de l'informateur...*" et poursuivit la discussion qui portait déjà sur la nature économique des crédits militaires, le soi-disant "*miracle allemand*" et la main-d'oeuvre immigrée. Mais nous passerons, peut-être trop vite, sur ces questions qui

continuent à avoir leur intérêt, pour en arriver à un thème qui nous servira de conclusion.

Montreux écrivait en effet : "*Ce n'est pas sans regrets que j'attaque certains de vos articles, sachant que vous discernerez parfaitement ce qui cloche dans notre organisation économique et sociale. En assurant que l'appareil existant est encore viable et doit être maintenu, vous rendez un bien mauvais service à ceux qui vous lisent et vous font confiance* et il terminait ainsi : "*J'espère malgré tout que vous nous apporterez votre appui un jour prochain. Mais il ne faudrait pas attendre que la situation soit désespérée...*"

Le souhait de notre camarade est resté vain. D'autres économistes plus célèbres que Sauvy, tels que J.K. Gallbraith ou Maurice Allais se livrent maintenant à des attaques encore plus violentes que nous envers les banques et les institutions. Très peu d'entre eux nous rejoignent. Pratiquement aucun jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à l'économie distributive, avec son service social, son revenu de citoyenneté et sa monnaie non thésaurisable. Nous ne faisons pourtant que la synthèse qui résulte de la thèse capitaliste et de l'antithèse critique commune. Mais nous ne pouvons pas empêcher le conservatisme, la résignation, la soumission aux puissants, la peur du changement. Quand les menaces qui s'amoncellent dans tous les domaines convaincront-elles nos contemporains qu'il convient de rechercher avec nous des parades possibles ? Et des solutions transitoires pour les mettre en oeuvre ?

(1) "Alfred Sauvy, compagnon du siècle" par Michel Lévy Ed. La Manufacture

(2) "Les quatre roues de la fortune" Ed. Flammarion 1968

(3) Bay Area Rapid Transit

(4) L'expression "tiers-monde" est attribuée à Alfred Sauvy qui l'aurait employée pour la première fois dans un article intitulé "Trois mondes - une planète" paru dans l'Observateur du 14 août 1954, (d'après le Quid 1991))

(5) "Le plan Sauvy" Ed. Calmann-Lévy, 1960.

(6) Editions Dunod, 1980

(7) Voir "Créditisme" GR n° 887

(8) "Le Monde" 31 octobre 1990

(9) C'est bien normal, ne serait-ce qu'en raison de l'augmentation encore plus considérable des populations active et consommatrice

(10) GR n° 209, du 13-2-1954

(11) GR n° 165, du 21-3-1953

(12) Où plusieurs centaines de personnes se passionnaient d'entendre Jacques Duboin face à des leaders politiques comme Robert Buron (MRP) F. Koechlin (UDSR) André Philip (SFIO), tous anciens ou futurs ministres.

(13) GR n° 378, du 12-10-1957.

LA RESPONSABILITE UNIVERSELLE

par Pierre HERDNER

Les événements dont est tissée l'histoire résultent d'une continuelle interaction entre les entreprises de quelques individus et le milieu culturel au sein duquel ils vivent. Quand surgit une crise grave, la tendance générale est de s'hypnotiser sur les faits les plus apparents et de condamner les individus. Les hommes réfléchis savent que la responsabilité des événements déborde toujours largement les acteurs directs.

Dans chacun des deux domaines qu'il est habituel de distinguer, celui des relations entre nations souveraines et celui de l'économie, le milieu culturel est fait de deux éléments, étroitement solidaires : le **climat**, résultant des jugements de valeur collectifs et des opinions les plus répandues, et les **institutions et structures**. Son action est très étendue dans le temps comme dans l'espace.

Dans le temps, il faut remonter très haut la chaîne des causes. Chaque génération est responsable de ce qu'elle transmet à la suivante. Les institutions contribuent à la stabilité du climat. Celui-ci évolue pourtant, à la faveur de la diversification croissante des opinions.

Dans l'espace également, l'étude des causes révèle des influences très étendues, parce que les courants d'opinion sont internationaux et les échanges vivaces de pays à pays. On doit en tenir compte quand on recherche les responsabilités d'une guerre. Il est banal de souligner qu'elles sont presque toujours partagées entre les deux nations ou blocs de nations, où les intransigeances symétriquement, se font pendant. Mais les pays tiers - gouvernements et opinions - ont aussi leur part de responsabilité : le plus souvent ils optent pour l'un ou l'autre des deux camps, alors qu'ils pourraient rester neutres et intervenir en médiateurs. Enfin, sur un plan plus général encore, nous tiendrons pour responsable l'opinion internationale, qui, dans sa grande majorité, a accepté la morale traditionnelle bien trop indulgente à l'injustice et à la violence, et insuffisamment soutenu les projets visant à créer une organisation mondiale plus efficace.

Immergés dans ce climat, les individus qui font l'histoire en subissent nécessairement l'influence : l'éducation les a for-

més, l'opinion approuve leurs actes, et les institutions, par leur laxisme ou leur inachèvement, favorisent sur le plan politique le pouvoir des dictateurs et sur le plan économique celui des oligarchies. Réciproquement, le comportement des individus et des groupes réagit sur l'évolution de la collectivité.

Bien que les actes des puissants soient liés, de toute évidence, à leur caractère personnel, ils ne sont vraiment explicables qu'en fonction du milieu où ils baignent et qui joue si bien en leur faveur. Et c'est en grande partie à ce niveau que se situe une responsabilité à peu près universelle : car si une fraction appréciable de l'opinion est d'ores et déjà un facteur de progrès, seule une infime minorité s'emploie à remettre en cause, fondamentalement et dans leur ensemble, les éléments pervers de la civilisation actuelle.

On peut se référer ici à l'opposition classique entre nature et culture. La culture concerne la collectivité. L'individu, tout en se laissant modeler par la culture, obéit à sa nature propre (1).

Il est conforme aux idées reçues de s'en prendre à tout propos à la "nature humaine", dans une ignorance plus ou moins complète des facteurs culturels. La nature à laquelle il est fait allusion est tantôt celle que manifestent, dans des circonstances graves, des individus particulièrement malfaisants, tantôt la méchanceté foncière que l'on attribue à l'humanité dans son ensemble.

Dans le premier cas, si, par exemple, la guerre menace, cette tendance de l'esprit est nuisible dans la mesure où elle conduit à approuver le recours à la force, réputée seule capable de s'opposer aux entreprises des ambitieux. On ne peut en effet avoir foi en l'efficacité des méthodes pacifiques si l'on n'a pas la notion de divers facteurs situés sur le plan de la culture.

Tout aussi fâcheuse est l'attitude des soi-disant "réalistes", qui prétendent justifier leur immobilisme et leur indifférence par le fait que "l'homme", bouc émissaire commode, est incapable d'évoluer. Et en effet, la nature paraît bien être, dans ses racines profondes, à peu près invariable. Mais le milieu culturel évolue, et c'est là qu'un progrès est possible,

c'est là qu'est engagée notre responsabilité, dont tout homme lucide doit prendre conscience.

D'ailleurs les "réalistes" oublient généralement que la nature est diverse. Variable d'un individu à l'autre, elle comporte aussi des éléments sains capables de neutraliser, dans certains cas, les tendances perverses, et une meilleure orientation de la culture aurait pour effet d'accroître l'impact des forces saines sur le devenir historique (2).

Dans cette optique, on sera conduit à juger d'une façon plus nuancée les actes monstrueux de certains hommes en les replaçant dans le cadre du milieu qui les a rendus possibles. Quiconque pénètre au-delà des premières apparences voit les responsabilités des individus, si énormes soient-elles, se diluer en quelque mesure dans une responsabilité universelle.

N'est-ce pas très clair dans le cas de la crise du Golfe ? Chacun sait que Saddam Hussein doit sa puissance aux armes qui lui ont été vendues ; on connaît moins le rôle du système capitaliste, où le commerce des armes est la grande ressource d'industriels en mal de débouchés ; or en amont du capitalisme se trouve l'esprit conservateur, qui en assure la pérennité : nous jugeons responsable, par suite, quiconque est peu ou prou conservateur... ou simplement indifférent à ces problèmes. D'autre part, comme dans tous les cas analogues, on doit incriminer l'insuffisance des institutions mondiales et les habitudes mentales conservatrices du grand public.

L'histoire de l'entre-deux-guerres donne lieu à des analyses semblables. L'opinion la plus courante se borne à souligner le manque de fermeté des nations démocratiques à l'égard de Hitler. Remontant plus haut, nous ne pouvons ignorer les rôles combinés du climat international et de la crise économique, qu'il est facile de rattacher à des causes universelles (3).

Les Hitler et les Saddam Hussein sont les abcès qui apparaissent sur un organisme malade. Si l'on préfère une autre image : des plantes vénéneuses dont la semence n'aurait pu germer si elle n'était tombée sur un sol favorable.

QUELLE SIGNIFICATION DONNER AU DÉFICIT DU RÉGIME GÉNÉRAL DE LA SÉCURITÉ SOCIALE ?

Le mensuel "Problèmes économiques" reproduit sous ce titre un article de la revue "Economie et prévision" du Ministère de l'Economie des Finances et du Budget. L'auteur, Dominique Lamiet, haut fonctionnaire à la Direction de la

Inconsciemment, la plupart des gens sont complices des crimes qu'ils dénoncent eux-mêmes. Seuls font preuve de maturité et de clairvoyance, seuls ont le droit de se dire pacifiques, les hommes et les femmes qui ont longuement, voire anxieusement, réfléchi à leurs responsabilités. Ils connaissent l'enchevêtrement complexe des causes. Ils ont découvert, en particulier, l'importance de la dimension temps : les générations futures leur sauront gré - si toutefois un peu d'optimisme reste permis - d'avoir contribué à une évolution bénéfique, dût-elle être lente, des mentalités et des institutions.

(1) Opposer la nature à la culture, c'est comparer les rôles des passions et des idées. On dit souvent que les hommes sont bien plus motivés par leurs passions que par les idées. Certes, il semble qu'il en soit ainsi quand il est trop tard pour arrêter le déchaînement des fanatismes exacerbés. Mais si l'on veut serrer la question de plus près, on admettra que d'une part les passions ne font que se greffer, à la faveur des circonstances, sur des idées préalablement héritées du milieu (la passion nationaliste, par exemple, se greffe sur l'idée nationaliste), et que d'autre part elles s'orientent vers des actes que le milieu, en vertu des traditions, juge parfaitement normaux. Ainsi l'idée préexiste à la passion, et elle en guide le développement. Or si la passion est l'hypertrophie des sentiments, instincts et tendances qui sont le fond de la nature, les idées, les jugements de valeur collectifs, sont du domaine de la culture.

(2) Paradoxalement, les "réalistes" admettent, à leur manière et en s'exceptant eux-mêmes, la responsabilité universelle, mais en la reliant à la nature, et ils ignorent celle qui réside dans les facteurs culturels, et à laquelle, précisément, par leurs idées fausses, ils participent !

(3) Outre les arguments fournis à Hitler par les traités de 1919 et le refus de les réviser, il faut considérer sur un plan plus général le milieu qui l'a influencé dès son enfance, un milieu - national et international - où le nationalisme et l'antisémitisme étaient extraordinairement vivaces. D'autre part, la crise économique explique la détresse des Allemands et l'espoir qu'ils ont mis dans un homme providentiel ; n'oublions pas non plus qu'à la veille de la prise de pouvoir, le parti nazi, qui semblait sur le point de périr, a été renfloué grâce aux subventions du capitalisme international !

prévision de ce ministère, examine les comptes de la Sécu à travers l'exemple de l'année 1987. Partant de la prévision, en avril 1986, de 40 MF, il indique que le déficit du solde comptable se réduisit en réalité à 1,4 MF en fin d'exercice.

Il est exact que des raisons techniques pas toujours imprévisibles contrairement à ce qu'affirme Lamiet, expliquent, en partie, une telle différence. Il est vrai aussi que des mesures gouvernementales sont intervenues au second semestre 1986 et en 1987 dont l'effet n'a pas été négligeable. L'étude se termine ainsi : "... *En conclusion, on remarquera toutefois qu'en dépit des discours alarmistes qui peuvent être véhiculés par les media à l'occasion de l'annonce des déficits prévisionnels, ceux-ci ne représentent approximativement que 1 % de l'ensemble des dépenses...*". C'est exact, et peu d'entreprises privées ou publiques, petites ou grosses, sont capables d'évaluer

leur budget à 1 % près.. il faut en donner acte aux responsables de la Sécu. Il faut aussi stigmatiser l'attitude des journalistes de la presse dite "populaire" toujours prompts à dénoncer le "trou" et même le "gouffre" du régime général qui se réduit en définitive; sans qu'ils le disent, à un trou d'épingle.

C'est que dans certains milieux, notamment financiers et dans les assurances privées, l'existence même du régime de sécurité sociale n'a jamais été vraiment acceptée et les retraites par répartition sont périodiquement remises en cause. La presse entretient donc, année après année, le mythe d'un déficit chronique. Mais le ministre des Finances et le Gouvernement ne sont-ils pas également fautifs en la matière? N'ont-ils pas intérêt eux aussi à affoler l'opinion afin de mieux justifier des mesures de redressement toujours impopulaires?...

(transmis par René Marlin)

bloc-notes

ASSOCIATIONS

G.S.E.D.

Groupe des Salariés
pour l'Economie Distributive
11, rue St Vincent-de-Paul
13004 MARSEILLE

*

EDEN

Equipes pour la diffusion
d'une Economie Nouvelle
2, rue Berthe-de-Boissieux
38000 GRENOBLE

*

Union Pacifique de France
a protesté à nouveau contre l'incarcération d'objecteurs et d'insoumis,
lors de son congrès annuel tenu le
28 Octobre

4 rue Lazare-Hoche
92100 BOULOGNE

*

Liaison et Action Contre la FAim
reconstitue sa commission économique
sous la présidence de M. Laurenty.
4, square du Nouveau Belleville
75020 PARIS

*

AGIR ICI

POUR UN MONDE SOLIDAIRE
17, place de l'Argonne
75015 PARIS

*

CITOYENS DU MONDE

15, rue Victor Duruy
75015 PARIS

REVUES

TRANSVERSALES

INSEP 31, rue de Mogador
75009 PARIS

*

L'HOMME LIBRE

BP.205
42005 SAINT-ETIENNE

*

LA LUCARNE

11, rue du Monnel
7500 TOURNAI Belgique

*

TAM-TAM

33, rue de Rénipont
1328 OHAIN Belgique

*

INFOR VIE SAINE

127, rue de Fernelmont
5020 CHAMPION Belgique

*

RENAITRE 2000

André Dumas, av. des Sablons
77230 DAMMARTIN-EN-GOEELE

*

A FAIRE

Journal de l'Aldéa, agence
de liaison pour le développement
d'une économie alternative
90, rue des Couronnes
75020 PARIS

*

A PROPOS DE L'ALLOCATION UNIVERSELLE

Réflexion et action pour l'allocation universelle ne sont pas cantonnées à quelques pays d'Europe sous la coordination de l'association BIEN dont nous avons souvent parlé ici. Voici, traduits pour la réflexion de nos lecteurs, quelques extraits des derniers bulletins de cette association :

AUX ETATS-UNIS

Le bulletin de cette association commente deux colloques qui s'y sont tenus cette année. Le premier, en avril, dans le Wisconsin, où se maintient une forte tradition social-démocrate et où siège l'Institut National de Recherche sur la Pauvreté (qui a joué un rôle majeur en coordonnant les expériences d'impôt négatif). Les deux interventions principales sur l'aspect économique du revenu de base ont été faites par S. Bowles, de l'Université du Massachusetts et K. Lang, de l'Université de Boston et celles sur l'aspect politique par F. Block de l'Université de Pennsylvanie et de A. Withon, du Massachusetts.

Au moins, deux groupes s'intéressent sérieusement à l'allocation de base : l'aile gauche des réformateurs de l'aide sociale qui attendent de l'introduction d'un faible, mais correct, revenu de base, la correction de nombreuses anomalies et perversions des schémas actuels de maintien des revenus, et les penseurs radical-socialistes qui voient dans un revenu de base substantiel une composante importante d'une société future souhaitable. Mais même ceux qui pensent qu'un revenu de base est une idée bonne et faisable, sont d'accord pour admettre que la perspective en est bien plus mauvaise aux Etats-Unis qu'en Europe... (bien qu'un véritable revenu de base, quoique faible, ait été voté par la Chambre des Représentants, et rejeté par le Sénat en 1971). Car les arguments en faveur d'un tel programme de transferts font appel aux contribuables, auxquels le revenu de base est présenté comme une charité parmi d'autres. Or un contribuable n'aime pas donner l'argent qu'il a eu du mal à gagner (les tickets d'alimentation et les repas scolaires sont plus sûrs...), il aime encore moins donner son argent à des gens qui ne "sont pas vraiment dans le besoin", et par-dessus tout, il tient à ce que sa générosité soit strictement réservée aux malheureux qui ont fait de gros

efforts mais ont échoué. Nous avons la chance en Europe de n'avoir pas autant souffert qu'aux Etats-Unis d'une forte corrélation entre revenus et participation de la grosse finance sur les campagnes électorales, de l'absence d'un large mouvement ouvrier et d'un clivage racial qui rend difficile de considérer ceux qui reçoivent la "redistribution" comme étant "des nôtres".

La combinaison de ces différences rend plus facile, en Europe, d'aborder la question politique de faisabilité en termes de ce que devrait être une communauté décente et rationnelle, et non plus en termes de savoir comment les classes moyennes estiment que le gouvernement doit répartir son argent.

LA DISTRIBUTION DE DIVIDENDES EN ALASKA

Depuis 1977, l'Etat d'Alaska reçoit des royalties du pétrole extrait de Prudhoe Bay, qui lui appartient. Environ 20 % de ces revenus ont été mis sur un compte d'épargne, le Fonds Permanent d'Alaska. Depuis 1982,

les intérêts de ce compte sont distribués à chaque résident d'Alaska sous la forme d'un dividende égal pour tous et dont le montant, d'année en année, a oscillé entre 300 et 1000 dollars.

Certains économistes défendent cette expérience et estiment qu'elle offre "aux générations futures un exemple unique de redistribution... En mettant de côté aujourd'hui, dans un fonds constitutionnellement inviolable, une fraction des revenus que l'Etat tire de l'exploitation de ses ressources, la présente génération d'Alaskiens a assuré les générations futures de bénéficier de la richesse minérale et pétrolière de l'Alaska".

NATIONS-UNIES

Une table ronde à propos d'une allocation vitale au plan global et d'un revenu garanti est prévue par un Comité des Nations Unies, l'Association pour l'Education du Monde (écrire à Everett Cox, Association for World Education, PO Box 7414, New-York, NY 10163-6029 Etats-Unis).

Le P.S. ferait-il quelques pas vers l'allocation universelle ?

Dans le Monde du 12-10-1990, Marc Boeuf, vice-président (PS) de la Commission des Affaires Sociales du Sénat, a fait paraître l'article suivant, intitulé "Un revenu social garanti" :

La Constitution de la République Française stipule que "tout être humain qui se trouve dans l'incapacité de travailler a le droit d'obtenir de la collectivité des moyens d'existence convenables"....

Nous devons malheureusement constater ... qu'une partie appréciable de la population se trouve en dessous du seuil de la pauvreté... Le RMI est déjà une étape importante. Son instauration a été pour l'histoire sociale de notre pays aussi capitale que la création de la Sécurité Sociale. Les mesures prises relèvent de la solidarité nationale et non plus d'aides charitables... Pour la première fois est apparue la notion d'un revenu à toute personne démunie. Il est temps maintenant d'approfondir notre réflexion... N'arrivons-nous pas à l'ère où le travailleur essentiel sera la machine ? Certes, la diminution de l'emploi n'est pas inéluctable. Le temps de la formation de l'individu peut être long, le temps de travail réparti d'une manière différente. Mais même si des efforts importants de formation sont réalisés, afin que l'être humain puisse d'adapter aux exigences d'un progrès technologique galopant, ne restera-t-il pas au bord du chemin une catégorie de plus en plus importante de jeunes, incapables d'aborder la formation nécessaire ? N'est-il point temps de penser à l'instauration d'un revenu social garanti pour tout citoyen ? ... L'originalité viendrait que ce revenu serait versé à tout être humain dès sa naissance. L'enfant deviendrait un allocataire et non un attributaire. Ce revenu, pris en compte pour la détermination des impôts, serait un revenu de base égal pour tous, pouvant être majoré selon l'âge ou le handicap. Ainsi serait supprimée cette multitude de prestations familiales hétérogènes et bien souvent mal adaptées aux situations actuelles. Le citoyen serait l'allocataire de ce revenu jusqu'à son entrée dans le monde du travail, ce revenu garanti remplaçant toute autre forme d'aide. Ainsi seraient concrétisés les droits exprimés dans notre Constitution... Il faudra chiffrer le coût de ce revenu social garanti, qui paraîtra énorme... (Transmis par L. Gilot)

A votre avis,

FAUT-IL SE BATTRE POUR L'ALLOCATION UNIVERSELLE ?

Encore beaucoup de réponses parvenues après la publication de notre dernier numéro.

Une sur trois n'est pas d'accord pour un revenu de base inconditionnel et considère que ce n'est pas une transition vers l'économie distributive. Ou alors, dit un lecteur : *"il faudrait préciser dans tous les textes qu'il s'agit au début d'une redistribution"*. Plus catégorique, un autre refuse parce que *"ce n'est pas une bonne manière de présenter l'économie distributive(1) ; tout financement dans le cadre du système actuel ne serait qu'une répartition entre les classes du bas et les classes moyennes, mais n'empêcherait pas les gros de préserver leurs profits"*. Alors *"il faut secourir les plus pauvres"* selon les uns, mais pour les autres, un revenu pour tous *"serait l'aube d'une autre hiérarchie des valeurs"*, *"ce serait une grande première : la reconnaissance des Droits Economiques du Citoyen"*.

Pourtant, le financement d'un tel revenu dans le système actuel pose un problème apparemment insurmontable ! *"je ne peux faire le calcul"*, *"je n'ai pas d'élément, je préfère m'abstenir de calculer"* éludent la plupart, dont la conclusion semble résumée dans la phrase suivante : *"le calcul ? je nage : c'est ici qu'on se rend compte des difficultés de la transition. La solution, c'est l'économie distributive"*. Quelques lecteurs avancent des chiffres sans préciser où prendre l'argent : *"il faudrait deux milliards et remettre 3.000 F par mois aux exclus"*. Un calcul semblable aboutit à un coût de 4.120 millions et 6.000 F. par mois. D'autres, sans calcul, estiment qu'il faut imposer : *"tous les revenus réels"* dit l'un, sans préciser comment, *"qu'il faut un (nouvel ?) impôt sur les joueurs, les joueurs de la loterie en particulier, un impôt sur les revenus fonciers et financiers"*, *"transférer les budgets de toutes les formes de publicité existantes"* et *"ne plus fabriquer d'engins de destruction"*, *"diminuer le budget de guerre"*.

Plus précisément, certains lecteurs expriment à ce niveau qu'ils ne croient pas à la possibilité d'une allocation universelle par redistribution car, dit l'un *"les impôts versés par les entreprises sont en fait payés par les consommateurs"*. *"Ce financement, dit un autre, ce serait reprendre d'une main ce qu'on a donné aux autres"*. Plus catégorique et plus clair, un autre lecteur explique : *"Non à l'augmentation des impositions car toute la charge en retombe sur les prix, sur les seuls salariés et retraités. Un revenu de base, conclut-il, sera la conséquence d'une révolution monétaire et non une mesure de transition"*.

Cette conclusion est celle d'une majorité de lecteurs qui invo-

quent la nécessité d'une seconde monnaie : *"une monnaie interne"*, *"il faut créer une monnaie sociale"*, *"il faut instaurer une monnaie de consommation"*. *"Quel embarras, s'exclame l'un d'eux, il ne faut pas s'occuper de déficit budgétaire. Toutes les nations en ont, même les plus riches. D'ailleurs les déficits qui s'agrandissent ne sont-ils pas, en fait, de la monnaie de consommation ?"*.

Quelques extraits de lettres dans notre rubrique courrier précisent certains points de vue.

— —

(1) Nos lecteurs ont bien compris que ceci n'était pas notre intention !

courrier

Ce revenu de base pourrait être une manière de faire admettrequ'il existe d'autres moyens pour avoir un revenu que le travail, le jeu, le trafic en tout genre.

Ce serait comme le prélude à l'égalité économique.

L'individu serait moins dépendant des autres, du pouvoir ou de l'autorité en tout genre. Sans doute, aurait-il une expression plus libre, plus personnelle... Il aurait le sentiment d'exister, de faire partie d'une société. Ce qui est loin d'être le cas aujourd'hui. D'autres pourraient manifester une reconnaissance vis-à-vis de la société ou encore ils se poseraient des questions sur cette manne qui tombe du ciel sans contrepartie. Voilà pour l'aspect positif.

Mais il faut aussi que l'éducation suive : par une prise de conscience individuelle de notre dépendance, de notre rattachement à la société, de notre responsabilité vis-à-vis de cette société. C'est très difficile à faire passer dans le monde d'aujourd'hui, où tout nous fait croire que nous ne pouvons nous en sortir qu'individuellement au détriment

des autres et en particulier des plus faibles ou des moins riches, ou de la collectivité ou de l'Etat.

... Ce moyen est insuffisant pour la mise en place de l'Economie Distributive. D'autres mesures sociales, économiques, monétaires doivent suivre... Je n'ai pas la possibilité de chiffrer les moyens d'obtenir des fonds dans le système actuel et pour ne pas trop bouleverser les habitudes et faire le moins possible de mécontents .. Il faudrait complètement décourager les productions de gadgets nuisibles ou inutiles ou néfastes à l'environnement ou à la population. Il ne faut surtout pas encourager la Bourse ou les courses de chevaux par exemple, dans leur concept actuel.

A mon avis, ce qui caractérise la société d'aujourd'hui, c'est peut-être plus et avant tout, une crise sociale. La société française, comme beaucoup d'autres, est sur le point d'implorer et cela peut se produire à tout instant et n'importe où. Il faut encourager toutes les productions utiles...

Il faut créer une monnaie pour distribuer les excédents agricoles ou

autres. Interdire la destruction en particulier de produits utiles comme les meubles ou autres...

La Grande Relève n'est pas assez démonstrative. Peut-être faudrait-il faire plus de démonstration par l'absurde des mesures prises par nos économistes ou non politiques ?

E.S. , Toulouse

*

Mis à part la consonnance du terme "Revenu", le RMI ne met pas en cause les structures, que je sache ? Partant de ces observations élémentaires, le revenu en question ne peut se concevoir qu'à travers un aménagement d'une redistribution de miettes, allouées en priorité aux exclus. Dans ce contexte, passer du RMI au RDB (revenu de base) implique de prendre davantage aux uns, afin de pouvoir donner davantage aux autres, c'est-à-dire : reprendre aux premiers ce qu'ils ont spolié aux autres ! disons plutôt à la masse, par le biais du profit. En fait, ce revenu de base remplacerait de manière plus équitable "la pâtée pour chien !", concrétisée par le RMI actuel. Si cela était, le mérite d'avoir posé la question ne fait aucun doute.

... Où trouver le complément ? Pour moi, deux cas de figure se présentent :

1. augmenter les impôts, en particulier, ceux du capital, sans oublier l'immanquable "retour de flamme", à

savoir leur incidence sur le prix de vente des marchandises ...diminuant d'autant le pouvoir d'achat des bénéficiaires ... des consommateurs en général (quadrature du cercle).

2. instituer le RDB sans augmentation d'impôts, ni autres taxes Pour ce faire, exiger que l'Etat crée la monnaie permettant sa réalisation financière, sans perdre de vue que le projet ...doit... être...entériné par une majorité gouvernementale... Pour que cette monnaie acquière graduellement le caractère d'une future et réelle monnaie de consommation, il est évident qu'elle devra s'annuler dès le service rendu... Un tel raisonnement admet que le système fonctionnera avec deux monnaies : l'une axée sur le profit, l'autre (gratuite) orientée vers les besoins "socialement utiles" ...d'où peut-être certaines frictions...Dès qu'il s'agit d'aborder concrètement le problème de la monnaie : sa création, son véritable rôle et sa finalité, la chose n'est pas ... simple... Cette ambiguïté fait ressortir la difficile étape dite : transitoire...

Je maintiens que pour atteindre les objectifs fixés, la constitution d'un rapport de forces est indispensable, la dimension politique incontournable.

E.B. Le Pellerin

*

...Mais, de grâce, épargnez-nous un parti politique de plus, des promesses non tenues!

Nous avons besoin de penseurs, de réflexion. Le reste suivra.

Mme R. de Cominck

*

Je voudrais vous préciser ma position quand je suggère la création d'un impôt nouveau pour les entreprises. Le financement, actuellement, de la protection sociale est uniquement fonction des salaires versés par les entreprises (part patronale + part salariés). Je n'ai pas à vous convaincre que plus les entreprises se modernisent, moins elles ont de main-d'oeuvre, donc moins elles paient de charges sociales. Ainsi donc, les entreprises qui créent des emplois, subissent ces charges et financent la protection sociale alors que celles qui se

modernisent s'équipent de robots, licencient leur personnel, elles créent du chômage, évitent des charges sociales, augmentent leurs profits.

Ce mouvement, nous le savons, ne peut que s'accélérer. Les entreprises de main-d'oeuvre (comme le textile, le bâtiment) sont les pourvoyeurs, avec leurs salariés, de la protection sociale, alors que les entreprises très automatisées (comme la pétrochimie) qui ont un chiffre d'affaire énorme se chiffrant en centaines de milliards, ceci avec très peu de personnel, cotisent infiniment moins. Cette disparité est un non-sens.

C'est pourquoi, il faut faire payer les robots en instituant un impôt (qui peut être la CSG) sur la valeur ajoutée des entreprises (ou leur chiffre d'affaire).

Ceci ne pourrait qu'être bénéfique aux entreprises de main-d'oeuvre et permettrait sans doute un allègement considérable des charges sociales actuelles des salariés et des employeurs. A cause de ceci, l'application pourrait être facilitée et rapide. C'est aussi le moyen d'avoir des rentrées sociales qui reflètent l'activité économique du pays puisque indépendantes du chômage, du niveau de l'emploi, du niveau de l'équipement technique des entreprises.

On pourrait objecter qu'alors il n'y a plus intérêt à moderniser puisque l'employeur n'économise plus sur les charges sociales. Il économisera toujours sur les salaires versés et aussi la modernisation s'accompagnera toujours, comme aujourd'hui, d'une croissance de production, donc de profits.

C'est, à mon avis, la seule voie qui s'ouvre pour assurer le financement de la protection sociale de demain, donc du revenu social qui peu à peu devrait remplacer les retraites, le chômage, les allocations familiales et indemnités maladie.

Quant au logo, il découle de ceci : "Faire payer les robots".

C'est le seul moyen actuel de faire bénéficier chacun des fruits du progrès.

G.J. Les Noës près Troyes

*

SOUSCRIPTION PERMANENTE

POUR QUEVIVE LA GRANDE RELEVÉ

H. Chanudet 300 - J. Christin 45 - R. Béné 45 - J. Dancoisne 40 - Mme Lahens 300 - G. Lorgeou 90 - R. Guérin 45 - M. Bellet 90 - A. Chantraine 460 - P. Orliange 390 - Melle Théric 141 - A. Richard 90 - G. Ochsenheim 40 - Sprintz 40 - R. Baglin 10 - M. Doubre 90 - G. Vaucel 125 - H. Druel 40 - J. Robert 40 - P. Quittelier 40 - S. Faure 130 - L. Fouret 90 - Mme Fournier 390 - M. Regard 90

Total : 3.161 Francs

Merci à tous

résumé de nos thèses

Pour produire ce dont il a besoin pour vivre, l'homme a toujours cherché à améliorer ses techniques, afin d'alléger sa peine. Mais en ce XX^{ème} siècle, l'accélération des progrès technologiques est une révolution sans commune mesure avec celles du passé. De puissantes machines et des robots sont capables aujourd'hui de remplacer le travail de l'homme dans toutes les tâches de routine, se substituant non seulement à ses muscles et à l'agilité de ses doigts, mais aussi à sa mémoire, à la plupart de ses sens, et même aux activités purement logiques de son cerveau.

Avec la découverte des codes de la nature (génie génétique en particulier) et les productions de matières premières sur mesure, l'humanité est en train de vivre une véritable mutation ; **elle est au seuil d'une nouvelle civilisation.**

Cette "révolution de l'intelligence" est, comme l'annonçait J. Duboin en lançant ce journal en 1934, "la grande relève" des hommes par la technique, dans tous les processus de production. Fini le temps, où, pour assurer sa sur-

vie, l'être humain était obligé d'y consacrer toutes ses forces et toute sa vie ! L'essentiel des productions nécessaires peut désormais être réalisé par des robots...

Ceci implique d'énormes changements dans nos comportements économiques.

Le pouvoir d'achat ne pouvant plus être mesuré par la durée d'un travail accompli, il faut imaginer d'autres moyens que le salaire pour accéder à ce que les robots doivent fabriquer pour tous.

Parce que nous n'avons pas eu le courage de renoncer à des habitudes qui se révèlent inadaptées, nous avons laissé notre monde se transformer en une gigantesque poudrière, où tout craque, où tous s'affrontent. La course au profit des uns, la lutte des autres pour leur survie, font courir à notre environnement des risques majeurs, alors que le fossé se creuse entre les riches qui s'enrichissent, et les pauvres qui s'appauvrissent.

La misère grandit en ce monde au moment où s'ouvre l'ère de l'abondance ! Ce monde absurde

où l'on dépense plus de 10 millions de francs **chaque minute** pour la guerre, mais où on ne trouve pas d'argent pour empêcher des millions de gens de souffrir de malnutrition !

Nous sommes placés à la charnière entre deux civilisations. Héritière d'un formidable potentiel de savoir-faire et de techniques (qui est le fruit des efforts accumulés par toutes celles qui l'ont précédée), notre génération a l'énorme tâche d'assurer l'adaptation de la société à cette brutale transformation. **Il nous appartient d'imaginer et d'installer les moyens pour que ces immenses possibilités, au lieu d'écraser la plupart d'entre nous, soient maîtrisées et organisées pour assurer l'épanouissement optimum de tous les êtres humains... et de leurs descendants sur cette planète.**

A l'époque où le monde dit civilisé surmontait la crise de 1929... pour s'enfoncer dans la seconde guerre mondiale, ces moyens ont été proposés par J. Duboin sous le nom de :

L'économie distributive

Mettre l'économie au service des gens et non plus l'inverse, adopter et suivre une saine politique de gestion des ressources, cela n'est pas possible tant que la monnaie (le "sang de l'économie") permet la spéculation et tant que la création de cette monnaie ex-nihilo reste le privilège exercé par les banques avec leur intérêt pour objectif.

La première et radicale transformation nécessaire est donc celle de **LA MONNAIE : la monnaie distributive n'est pas thésaurisable et elle ne circule pas.** C'est une **monnaie de consommation** qui s'annule (comme s'annule un billet de train) quand une production ou un service est parvenu à son consommateur. Elle est créée proportionnellement à la production : il y a équilibre entre revenus distribués et montant des richesses disponibles.

LE TRAVAIL : Même en développant toutes les possibilités, il restera toujours les tâches que seul un humain peut accomplir. Celles-ci doivent être partagées entre tous, en fonction des aptitudes et des besoins. C'est à la fois **un devoir**, celui de participer, et **un droit**, celui d'être un citoyen qui assume son rôle. Cette participation aux tâches nécessaires devient un **SERVICE SOCIAL** dont la durée calculée sur une vie ne fera que diminuer à mesure des progrès de l'automatisation. Ainsi peut augmenter pour tous la proportion de **temps dégagé** pour des activités **librement** choisies.

Dès lors que le temps de travail humain décroît pour une production croissante, il faut **dissocier** travail et revenus.

LES REVENUS : Les revenus n'étant plus mesurés par le travail, il faut trouver d'autres critères pour que chacun reçoive sa part d'une production qui peut croître à volonté. L'économie distributive assure à chacun cette part en lui versant

régulièrement son **REVENU DE CITOYEN** (la carte à mémoire est parfaite pour cela) de la naissance à la mort: tout individu homme ou femme, travaillant ou pas, devient ainsi **un être économiquement indépendant.** C'est un moyen pour ce dernier d'exprimer son choix quant à la production à renouveler (la loi du marché retrouve donc son rôle) et d'orienter les investissements en fonction de ses besoins.

LES INVESTISSEMENTS, de même que le fonctionnement des services publics, sont pris en compte pour évaluer la production "disponible" et celle-ci détermine le montant total des revenus à distribuer; il n'y a donc **pas d'impôt** et les revenus augmentent avec la production.

Ainsi l'ère de l'abondance n'est plus le règne du veau d'or, c'est celui d'une gestion objective des biens de ce monde en **fonction des besoins.**

La compétitivité fait place à la convivialité.